

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 19 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVA ANJOU TOURAINE

ZI route de Tours
15 rue du Moulin de Grolleau
49490 Noyant-Villages

Références : 2024-149_GALVA ANJOU TOURAINE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement GALVA ANJOU TOURAINE implanté ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA ANJOU TOURAINE
- ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006303313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA ANJOU TOURAINE, située à Noyant, commune déléguée de Noyant Villages, exploite un atelier de galvanisation à chaud essentiellement pour le traitement de pièces de mobilier urbain, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 juillet 2002.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Suites de la visite du 21/03/2023
- Action nationale 2024 « Rétention - Confinement »
- Action régionale 2024 « Gestion de crise - Confinement »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	30 jours
4	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis ; article 9-alinéa 1 de l'AM du 30/06/2006; article 1 de l'APMD du 23/06/2023	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant mettra en conformité :

- les volumes des rétentions associées au stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.
- les modalités de stockage de sorte à garantir l'absence de stockages de produits incompatibles associés à une même rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis ; article 9-alinéa 1 de l'AM du 30/06/2006; article 1 de l'APMD du 23/06/2023
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : *AM du 04/10/2010 article 26bis : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...] En cas de dispositif de confinement externe : - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire [...], puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; [...] - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre [...] des dispositifs d'obturation[...]. * AM du 30/06/2006 article 9-alinéa1: L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...]. * APMD du 23/06/2023 article 1: La société GALVA ANJOU TOURAINE, exploitant une installation de traitement de surfaces et de galvanisation à chaud, sise ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau - Noyant sur la commune de Noyant-Villages, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9-alinéa 1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé en [...] réalisant le dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté [...].

Constats :

Lors de la visite de 2021, l'exploitant avait indiqué qu'il optait pour un dispositif de confinement interne. Il avait transmis un calcul D9A qui appelait les observations suivantes de la part de l'inspection : la prise en compte d'un coefficient d'évaporation n'est pas prévu dans le guide D9A ; le dénivelé de l'atelier par rapport à l'extérieur (constaté sur site) était inférieur à celui affiché dans le calcul ; l'encombrement à l'intérieur de l'atelier n'était pas pris en compte ; l'absence d'un plan coté.

Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait indiqué qu'il optait finalement pour un dispositif de confinement externe (au nord de l'atelier) : création d'un bassin, collecte des eaux ruisselant sur les surfaces extérieures via le réseau EP existant, création d'un conduit permettant l'écoulement gravitaire des eaux d'extinction de l'intérieur du bâtiment vers le bassin. Toutefois, le site ne disposait toujours pas de solution opérationnelle, alors qu'un dispositif de confinement est imposé par l'AM du 30/06/2006 depuis le 01/10/2007. L'exploitant avait été mis en demeure par AP du 23/06/2023 de mettre en place un tel dispositif sous un délai de 6 mois.

Suite à la visite de 2023, l'exploitant avait transmis les calculs D9 et D9A révisés, accompagnés des éléments d'appréciation nécessaires (plan coté de l'atelier, zonage des stockages de matières combustibles, zonage de la surface de drainage des EP, ...). Le calcul D9A affichait un volume d'eau à confiner de 245 m³, prenant en compte un besoin en eaux d'extinction sur 2h de 180 m³. Par ailleurs, l'exploitant avait transmis un devis pour la réalisation d'un bassin de confinement d'une capacité de 300 m³.

Lors de la visite de 2024, l'exploitant a transmis : le plan de récolement du dispositif de confinement affichant une capacité de 300 m³ ; la procédure de fonctionnement du dispositif (mise en œuvre hors et en période de crise, et opérations de contrôle) ; la fiche du 1er contrôle du dispositif, réalisé en interne selon la procédure le 26/02/2024. L'inspection a constaté la présence des dispositifs de confinement et d'obturation, réalisés conformément au plan de récolement. Un exercice a été réalisé pour vérifier la réelle connaissance des consignes par les opérateurs de maintenance et le bon fonctionnement de la vanne obturatrice.

→ **Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure.**

Observations :

La stabilité du sol aux abords du bassin de confinement pose question à l'inspection, quant à la pérennité du bon état des abords, et par voie de conséquence de la capacité du bassin.

→ **L'exploitant veillera à ce que les abords du bassin de confinement soient stabilisés.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

[...]

Constats :

Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté que les produits chimiques liquides neufs et usés sont stockés à l'extrémité Est de l'extension de l'atelier : sur un rack de 3 niveaux, découpé en 5 rangées verticales, ayant chacune une rétention métallique associée de 1,2 m³ (dimensions de 2,6m*1,2m*0,4m (L*P*H) vérifiées par l'inspection) ; et sur une dernière rétention similaire, située à gauche du rack. L'exploitant a transmis un schéma d'implantation du rack de stockage daté du 29/02/2024, ainsi qu'une procédure de stockage qui précise que « le niveau 0 et le niveau 1 sont les seuls à pouvoir recevoir des containers ou bidon pleins. Le 3° niveau ne doit accueillir que des contenants vides, ou des produits solides compatibles. » L'inspection a constaté que les produits étaient stockés conformément au schéma et à la procédure. En revanche, l'inspection a constaté que certaines rétentions (4 sur 6) n'avaient pas une capacité suffisante pour respecter la prescription (stockage de 4 GRV de 1 m³ chacun sur une rétention de 1,2 m³). L'exploitant en a

convenu. Il a indiqué qu'il allait ré-organiser son stockage, et qu'il allait mettre en place au niveau du rack de nouvelles rétentions de plus grande taille : 2,3 m³, de manière à se mettre en conformité. Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande pour les 5 nouvelles rétentions. L'exploitant a ajouté que ces rétentions devaient normalement pouvoir être mises en place rapidement (sous 1 mois environ).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant mettra en conformité les volumes de rétention et justifiera du bon dimensionnement des rétentions associées au stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]

Constats :

Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté que les rétentions métalliques associées aux stockages de produits neufs et usés sur le rack étaient en bon état et qu'elles n'étaient pas encombrées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Lors de la visite de 2024, l'inspection a constaté au niveau du rack de stockage, la présence de 2 GRV, l'un contenant de l'« eau dégazage acide » et l'autre de l'ammoniaque, associés à une même rétention. Le plan des stockages fourni mentionne également que le stockage d'eau acide et d'ammoniaque est prévu sur la même rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant mettra en conformité ses stockages de sorte à garantir l'absence de stockages de produits incompatibles associés à une même rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

